



## CHAPITRE 282

### Loi des compagnies étrangères

Interprétation.

**1.** Rien dans la présente loi ne soustrait les corporations étrangères à l'application de la première section de la Loi des déclarations des compagnies et sociétés (chap. 272). S. R. 1941, c. 279, a. 14.

Définition.

**2.** Les corporations étrangères, au sens de la présente loi, comprennent toutes les corporations commerciales et les compagnies à fonds social non constituées par ou en vertu d'une loi de la Législature de cette province, du Parlement du Canada, de la Législature de l'ancienne province du Bas Canada, ou de celle de l'ancienne province du Canada, excepté;

Exceptions.

1° Les sociétés de prêts et de placements autorisées en vertu des dispositions de la Loi des sociétés de prêts et de placements (chap. 289);

2° Les compagnies d'assurance, les sociétés de secours mutuels et les sociétés charitables, lesquelles sont régies par les dispositions de la Loi des assurances (chap. 295);

3° Les compagnies de fidéicommiss constituées en corporation en vertu des lois de l'une des provinces du Canada ou d'un pays étranger, lesquelles sont régies par la Loi des compagnies de fidéicommiss (chap. 287);

4° Les corporations et compagnies constituées par ou en vertu d'une loi d'une Législature d'une autre province du Canada, dans laquelle les corporations et compagnies constituées par ou en vertu des lois de la province de Québec sont autorisées à faire affaires sans être obligées de prendre des permis à cet effet. S. R. 1941, c. 279, a. 2.

## CHAPTER 282

### Extra-Provincial Companies Act

Interpretation.

**1.** Nothing in this act shall prevent the provisions of Division I of the Companies and Partnerships Declaration Act (Chap. 272) from applying to extra-provincial corporations. R. S. 1941, c. 279, s. 14.

Definition.

**2.** Extra-provincial corporations, for the purposes of this act, include all commercial corporations and joint stock companies not incorporated by or in virtue of an act of the Legislature of this Province, or of the Parliament of Canada, of the Legislature of the late Province of Lower Canada, or that of the late Province of Canada, except:

Exceptions.

(1) Loan and investment societies licensed under the provisions of the Loan and Investment Societies Act (Chap. 289);

(2) Insurance companies, mutual benefit societies and charitable societies, the same being governed by the Insurance Act (Chap. 295);

(3) Trust companies incorporated in virtue of the law of one of the provinces of Canada or of a foreign country, which are governed by the Trust Companies Act (Chap. 287);

(4) Corporations and companies incorporated under or in virtue of an act of a Legislature of another Province of Canada in which corporations and companies incorporated under and in virtue of the laws of the Province of Quebec are authorized to do business without being obliged to take out a license therefor. R. S. 1941, c. 279, s. 2.

Permis.

3. Aucune corporation étrangère ne peut faire affaires dans la province, à moins qu'elle n'ait obtenu un permis en vertu de la présente loi, et que ce permis ne soit en vigueur.

Agents.

Aucune compagnie, société, courtier, agent ou autre personne, comme représentant ou agent d'une corporation étrangère, ou agissant en quelque qualité autre que celle de voyageur de commerce prenant des commandes pour cette corporation étrangère, ne peut faire affaires dans la province pour une corporation étrangère à moins qu'elle n'ait reçu ce permis et qu'il ne soit en vigueur. S. R. 1941, c. 279, a. 3.

Procé-  
dures pour  
obtenir  
le permis.

4. Ce permis est accordé par le lieutenant-gouverneur sur requête de la corporation étrangère, pourvu que celle-ci :

1° Dépose au bureau du secrétaire de la province une copie de sa charte, de ses articles d'association ou autre acte constitutif, certifiée par l'officier qui a la garde de l'original;

2° Établisse qu'elle est constituée de manière à remplir les obligations qu'elle peut contracter;

3° Dépose au bureau du secrétaire de la province une procuration constituant un agent principal dans la province aux fins de recevoir les significations en toutes actions et procédures exercées contre elle, et déclarant où sera établi le bureau principal de la corporation;

4° Paye les honoraires qui peuvent être fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil pour l'obtention de cette autorisation;

5° Établisse que son nom n'est celui d'aucune autre compagnie connue, qu'il ne peut être confondu avec quelque autre dénomination sociale ou qu'il n'est pas autrement inadmissible pour des raisons d'intérêt public.

Change-  
ment  
de nom.

Le lieutenant-gouverneur peut refuser d'accorder ou de continuer un permis à une compagnie dont le nom ne rencontre pas les exigences du présent paragraphe 5°, à moins que ce nom ne soit changé ou modifié à la satisfaction du secrétaire de la province.

Réserve.

Ce changement de nom ou cette modification dans le nom n'affecte aucunement l'existence corporative de la compagnie ni ses droits et obligations. S. R. 1941, c. 279, a. 4.

3. No extra-provincial corporation shall carry on business in the Province unless a license under this act has been granted to it and unless such license is in force.

No company, firm, broker, agent or other person shall, as the representative or agent of or acting in any capacity other than as traveller taking orders for any such extra-provincial corporation, carry on any of its business in the Province unless such corporation has received such license and unless such license is in force. R. S. 1941, c. 279, s. 3.

License.

Agents.

4. Such license shall be granted by the Lieutenant-Governor upon application by the extra-provincial corporation, provided that the corporation :

Proce-  
dure to  
obtain  
license.

(1) Deposits in the office of the Provincial Secretary a copy of its charter, articles of association or other deed constituting the corporation, certified by the officer having the custody of the original;

(2) Establishes that it is so constituted as to carry out the obligations it may contract;

(3) Deposits in the office of the Provincial Secretary a power of attorney constituting a chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding against it, and declaring where the principal office of the corporation is to be established;

(4) Pays the fees that may be fixed for such license by the Lieutenant-Governor in Council;

(5) Establishes that its name is not that of any other known company, or liable to be confounded therewith, or otherwise on public grounds objectionable.

The Lieutenant-Governor may refuse to grant or to continue a license to a company which does not comply with the requirements of this paragraph 5, unless such name be changed or modified to the satisfaction of the Provincial Secretary.

Change of  
name.

Such change or modification of name shall in no way affect the corporate existence, rights, or obligations of the company. R. S. 1941, c. 279, s. 4.

Proviso.

- Avis.** **5.** Avis que cette autorisation a été accordée doit être publié par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*, et, à compter de la publication de cet avis, la corporation étrangère peut se livrer à des opérations. S. R. 1941, c. 279, a. 5.
- Change-ment d'agent, etc.** **6.** Chaque fois qu'une corporation étrangère change son agent principal ou le lieu de son siège social, elle doit transmettre au secrétaire de la province une copie de la nouvelle procuration s'y rapportant, et avis en doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 279, a. 6.
- Change-ment de nom.** **7.** Si une corporation étrangère autorisée en vertu de la présente loi change son nom, elle doit transmettre au secrétaire de la province une copie du document constatant que ce changement a été obtenu légalement, et cette copie doit être certifiée par l'officier qui a la garde de l'original.
- Nouveau permis.** Un nouveau permis peut alors être accordé par le lieutenant-gouverneur, et avis en doit être donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 279, a. 7.
- Pouvoirs en vertu du permis.** **8.** Toute corporation étrangère, qui est munie d'un permis en vertu de la présente loi ou qui en est exempté en vertu du paragraphe 4<sup>o</sup> de l'article 2 peut, sujet aux restrictions et conditions de ce permis et des lois de la province, ainsi qu'aux dispositions de sa propre charte, acquérir, posséder, hypothéquer et aliéner des biens immobiliers dans cette province, ou en disposer autrement, dans la même mesure que si elle avait été constituée en corporation par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province, avec pouvoir de faire les affaires et d'exercer les pouvoirs que comporte ce permis. S. R. 1941, c. 279, a. 8; 12-13 Eliz. II, c. 60, a. 1.
- Suspension et révocation du permis.** **9.** Si une corporation étrangère qui est munie d'un permis en vertu de la présente loi omet d'observer les restrictions et conditions de ce permis, ou les règlements concernant la nomination et le maintien d'un représentant dans la province, ou de
- Notice.** **5.** Notice of the granting of such license shall be published by the Provincial Secretary in the *Quebec Official Gazette*, and from the date of such publication such extra-provincial corporation may commence business. R. S. 1941, c. 279, s. 5.
- Change of agent, etc.** **6.** Whenever any extra-provincial corporation changes its chief agent or the location of its head office, it shall forward to the Provincial Secretary a copy of the new power of attorney respecting the same, and notice thereof shall be given in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 279, s. 6.
- Change of name.** **7.** If an extra-provincial corporation licensed in virtue of this act changes its name, it shall send to the Provincial Secretary a copy of the document establishing that such change has been legally effected, and such copy shall be certified by the officer who has charge of the original.
- New license.** A new license may then be granted by the Lieutenant-Governor, and notice thereof shall be given by the Provincial Secretary in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 279, s. 7.
- Powers under license.** **8.** Any extra-provincial corporation receiving a license under this act or exempted therefrom under paragraph 4 of section 2 may, subject to the limitations and conditions of the license and of the laws of this Province, and also subject to the provisions of its charter, acquire, hold, mortgage, alienate and otherwise dispose of immoveable property in the Province, to the same extent as if incorporated by letters patent of the Lieutenant-Governor, with power to carry on the business and exercise the powers embraced in the license. R. S. 1941, c. 279, s. 8; 12-13 Eliz. II, c. 60, s. 1.
- Suspension, etc., of license.** **9.** If an extra-provincial corporation receiving a license under this act does not observe or comply with the limitations and conditions of such license, or the regulations respecting the appointment and continuance of a representative in the

- s'y conformer, le lieutenant-gouverneur en conseil peut suspendre ou révoquer ce permis, totalement ou en partie, et il peut lever cette suspension ou annuler cette révocation et remettre le permis en vigueur.
- Avis.** Avis de telle suspension, révocation, levée de suspension ou remise en vigueur doit être donné par le secrétaire de la province dans la *Gazette officielle de Québec*. S. R. 1941, c. 279, a. 9.
- Règlementation.** **10.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant les matières suivantes:
- 1° Les formules des permis, les procurations, les demandes, les avis, les états et autres documents concernant les demandes et autres procédures en vertu de la présente loi;
  - 2° Les honoraires à percevoir pour l'octroi des permis et la publication des avis, en vertu de la présente loi;
  - 3° En général tout ce qui peut être nécessaire pour la mise à exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 279, a. 10.
- Peine.** **11.** Toute personne faisant affaires pour une corporation étrangère qui ne s'est pas conformée aux exigences de la présente loi, est passible d'une amende n'excédant pas cent dollars pour chaque infraction, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois. S. R. 1941, c. 279, a. 11.
- Prescription.** **12.** Les poursuites en vertu de la présente loi doivent être intentées dans les six mois à compter de la date de l'infraction, et sont régies par les dispositions de la Loi des poursuites sommaires (chap. 35). S. R. 1941, c. 279, a. 12.
- Procédure.** **13.** Un état indiquant les permis accordés en vertu de la présente loi dans le cours de l'année financière précédente, et le fonds social autorisé des corporations étrangères munies de permis, ainsi que l'honoraire payé pour chaque permis, doit être déposé devant la Législature à chacune de ses sessions. S. R. 1941, c. 279, a. 13.
- Province, the Lieutenant-Governor in Council may suspend or revoke such license wholly or in part, and may remove such suspension or cancel such revocation and restore such license.
- Notice of such suspension, revocation, removal or restoration shall be given by the Provincial Secretary in the *Quebec Official Gazette*. R. S. 1941, c. 279, s. 9.
- 10.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations respecting the following matters:
- (1) The forms of licenses, powers of attorney, applications, notices, statements and other documents relating to applications and other proceedings under this act;
  - (2) The fees to be collected and received for granting the licenses and publication of notices under this act;
  - (3) Generally whatever may be necessary for the efficient working of this act. R. S. 1941, c. 279, s. 10.
- 11.** Any person doing business for an extra-provincial corporation which has not complied with the requirements of this act shall be liable to a fine of not more than one hundred dollars for each offence, and, in default of payment, to imprisonment of not more than three months. R. S. 1941, c. 279, s. 11.
- 12.** Prosecutions under this act shall be instituted within six months after the date of the offence, and shall be governed by the provisions of the Summary Convictions Act (Chap. 35). R. S. 1941, c. 279, s. 12.
- 13.** A statement showing the licenses issued under this act during the preceding fiscal year, and the authorized capital of the extra-provincial corporations licensed, and the fee paid for each license, shall be laid before the Legislature at each session thereof. R. S. 1941, c. 279, s. 13.